DIDIER LEBRUN/PHOTONEWS

Certains militaires éprouvent du mal à gérer leur stress généré par les opérations à l'étranger ou les restructurations à l'armée.

"Il y a un manque de suivi psychosocial après les missions"

Entretien **Antoine Clevers**

L'homme n'a pas bonne presse à l'armée. Le docteur Marc Lemmens, médecin colonel en prépension (SVP), était inspecteur du travail au sein de la Défense lorsqu'il tira la sonnette d'alarme, en 2011, au sujet de la problématique des suicides des militaires.

Quel était le souci en 2011 ?
J'avais déposé plainte devant l'auditeur du travail à propos d'infractions commises par la Défense sur la législation sur le bien-être au travail. La Défense s'en souciait peu. Puis, j'ai pu me procurer les chiffres des suicides. De manière générale, jusqu'au début des années 2000, on était en dessous du taux de suicide de la population masculine belge, qui tourne autour de 25 à 30 suicides par an pour 100 000 habitants.

On est à 16 suicides chez les militaires en 2014. Est-ce inquiétant ?
Ça fait un taux de 48/100 000. C'est presque le double de la population masculine – pratiquement aucune femme ni aucun civil de l'armée ne sont concernés. C'est inquiétant, oui !

Pourquoi une telle augmentation depuis une dizaine d'années ?
Pendant la Guerre froide et les années 90, les choses étaient mieux maîtrisées. Mais, aujourd'hui, malgré le code sur le bien-être au travail, on reste sur d'anciens préceptes qui ne sont plus adaptés.

Quelles sont les causes des suicides, selon vous ?
C'est très difficile à dire. On peut lier cela – et ce sont des hypothèses – aux restructurations successives à l'armée, qui ont impliqué d'importants changements environnementaux et familiaux pour certains; ainsi que le manque de suivi psychosocial après les missions à l'étranger. Suivi qui, chose importante, doit aussi être décentralisé, proches des soldats qui ne font pas nécessairement le déplacement jusqu'à Bruxelles. Je suis d'ailleurs en contact avec le cabinet du Premier ministre Charles Michel pour réfléchir à la manière dont on pourrait regrouper tout ce qui s'occupe du préventif et du social à la Défense au sein d'un seul organisme.

> *"Je suis en contact avec le cabinet du Premier ministre Charles Michel."*
>
> **MARC LEMMENS**
> Médecin colonel en prépension.

A ce propos, on parle beaucoup de la fusion entre l'institut des vétérans et de l'Ocasc (aide sociale). On pourrait aller plus loin ?
Oui, on pourrait aller jusqu'au regroupement de tout ce qui concerne les services sociaux légaux et extralégaux. Y compris, par exemple, l'Acos Well-being (NdlR, le département "bien-être").

Plusieurs mesures ont été prises à l'armée ces dernières années. Sont-elles suffisantes, selon vous ?
Je ne le pense pas. Vous savez, il n'y a plus de médecins dans les casernes. La Défense a perdu une médecine de proximité. Il serait nécessaire d'avoir un service de prévention chargé de la réintégration des soldats après une longue absence, que ce soit suite à une dépression, par exemple, ou d'autres maladies. Dans la note du gouvernement, il y a manifestement la volonté d'aller plus loin dans le suivi psychosocial des soldats. C'est positif.